



14ème législature

| | | |
|--|---|--|
| Question N° : 54719 | De M. Patrice Verchère (Union pour un Mouvement Populaire - Rhône) | Question écrite |
| Ministère interrogé > Travail, emploi et dialogue social | | Ministère attributaire > Travail, emploi et dialogue social |
| Rubrique >retraites : généralités | Tête d'analyse >réforme | Analyse > compte pénibilité. modalités. réglementation. |
| Question publiée au JO le : 29/04/2014 Réponse publiée au JO le : 24/06/2014 page : 5301 | | |

Texte de la question

M. Patrice Verchère attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social sur l'instauration de fiches individuelles de prévention de la pénibilité pour l'ensemble des salariés du secteur privé par la loi du 9 novembre 2010. Dans certains secteurs d'activité comme la construction, la mise en place de ces fiches nécessite un suivi de 80 % des salariés et pose de nombreuses difficultés pour les artisans ou les dirigeants de petites et moyennes entreprises. En effet, ces derniers doivent minutieusement remplir ces documents en suivant toutes les tâches accomplies par leurs salariés ou cours de leur journée de travail. Par ailleurs, la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir et la justice du système de retraites a ouvert un droit à la retraite anticipé sur la base de ces fiches qui laisse craindre aux professionnels du bâtiment une judiciarisation de leurs activités. Il lui demande si le Gouvernement entend assouplir ce dispositif qui vient à l'encontre de la simplification administrative souhaitée par le chef de l'État.

Texte de la réponse

Afin de garantir le caractère équitable de la réforme des retraites, le gouvernement s'est engagé, et c'est là un axe majeur de cette réforme, à apporter une réponse durable à la question de la pénibilité au travail. Elle passe par la reconnaissance d'une juste compensation pour les salariés concernés, mais aussi par la prévention de l'exposition à des facteurs de pénibilité. La création d'un compte personnel de prévention de la pénibilité représente à cet égard une avancée sociale essentielle. Ayant bien conscience des difficultés auxquelles doivent faire face les petites entreprises, notamment dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, la priorité du gouvernement dans la mise en oeuvre des modalités pratiques du compte est de trouver les solutions offrant la plus grande simplicité de gestion et de sécurité juridique tant pour les entreprises dans leurs obligations de déclaration des situations de pénibilité que du point de vue des salariés pour la mobilisation de leurs droits. Afin de prendre en compte les points de vue de toutes les parties prenantes, M. Michel de Virville, Conseiller Maître à la cour des comptes, s'est vu confier par les ministres du travail et des affaires sociales une mission de concertation, qui est aujourd'hui entrée dans sa seconde phase. Au terme d'un premier tour d'horizon, cette seconde phase a pour objectif de recueillir les positions détaillées des partenaires sociaux, des experts ainsi que, et c'est là un point auquel il prête une grande attention, des branches, sur une première ébauche opérationnelle du dispositif. Au terme de cette phase, d'ici l'été, seront arrêtées les grandes lignes de l'architecture et du fonctionnement du compte. Cette seconde phase a aussi pour objet d'approfondir les modalités très concrètes de mise en oeuvre du compte, avec deux objectifs prioritaires : la simplicité de mise en oeuvre et l'équité dans l'ouverture des droits. C'est notamment dans ce cadre qu'a lieu une réflexion approfondie sur la définition de seuils présentant la plus grande simplicité d'usage et sur les modalités



pratiques pour retracer les expositions. Par ailleurs, l'amélioration de la prévention demeure bien une finalité essentielle du compte. Elle ne peut être atteinte qu'en s'appuyant sur les efforts et les dispositifs déjà élaborés par les entreprises et les branches professionnelles, qui sont pris en compte avec la plus grande attention. Le ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social est particulièrement attentif à l'évolution de ce dossier.